

# ASSEMBLEE NATIONALE

13 février 2012

## INTERVENTION BUDGET RECTIFICATIF 2012

Monsieur le Président,  
Madame le ministre,  
Monsieur le rapporteur général,  
Mes chers collègues,

Le problème majeur de notre pays, ce n'est pas le chômage, c'est l'emploi. C'est pourquoi j'ai toujours plaidé dans cet hémicycle pour l'amélioration de la compétitivité des entreprises françaises, notamment par la fiscalisation des cotisations patronales et salariales. Mieux vaut tard que jamais dit le proverbe, je suis donc satisfait de voir le gouvernement s'engager résolument dans cette voie.

En effet, depuis 30 ans, le traitement social du chômage a montré ses limites et il est plus que temps d'engager des réformes structurelles pour dynamiser notre économie. Car la question première est celle de la compétitivité de nos entreprises, en particulier industrielles et agricoles, face à la concurrence étrangère dont l'une des composantes majeures est le coût du travail, même s'il en est d'autres comme la recherche et l'innovation ou la durée du travail. Le déficit abyssal du commerce extérieur en est la meilleure preuve.

En matière de recherche et d'innovation, les dispositions que nous avons votées pendant cette mandature sont aussi ambitieuses qu'efficaces avec le crédit impôt – recherche, l'ensemble de grands projets que recouvre ce qu'il est convenu d'appeler le "grand emprunt" et la réforme des universités.

En matière de durée du travail, des études récentes ont mis en évidence une exception française, la faiblesse de la durée annuelle du travail, qu'il faudra bien traiter un jour avec le courage nécessaire. Face au problème des 35 heures, notre majorité n'a pas été assez loin. Car, en réalité, c'est le travail qui crée le travail alors que notre pays est enfermé dans un cercle vicieux et malthusien qui développe le chômage.

En matière fiscale, les mesures courageuses proposées par le gouvernement dans ce collectif devraient améliorer mécaniquement la compétitivité des produits français en allégeant le coût du travail sur les produits fabriqués en France et en augmentant le coût des produits importés qui supporteront l'augmentation concomitante de la fiscalité. Une façon d'inciter à acheter « made in France » pour protéger et développer l'emploi sur notre territoire, sans succomber à un protectionnisme irréaliste et suicidaire.

En effet, en termes de pouvoir d'achat, l'impact sera limité sur la consommation puisque 60% des biens et services ne sont pas concernés par la hausse de la TVA et que les autres biens produits en France bénéficieront de la baisse des coûts de production. En réalité et contrairement à ce qu'affirment les Cassandre de tous bords, les seuls produits susceptibles d'augmenter sont les produits importés.

Mais il ne faut pas s'arrêter en si bon chemin. J'ai écouté avec attention les propos du président socialiste de la commission des finances sur France Inter le 7 février dernier. Il relevait que le coût du travail était quasiment le même aujourd'hui en France et en Allemagne. Il en tirait à tort la conclusion que le gouvernement faisait fausse route alors qu'en réalité toute mesure propre à améliorer la compétitivité de nos entreprises est une bonne mesure.

Mais il précisait aussi que les salaires étaient plus élevés en Allemagne car les charges sociales y sont moins élevées qu'en France, sans en tirer de leçon.

C'est pourtant une question essentielle : il faut aussi réduire le poids des cotisations sociales salariales qui amputent les salaires nets pour accroître le pouvoir d'achat des salariés et mieux différencier revenus sociaux et revenus du travail. C'est plus juste et plus efficace que le mécanisme complexe du RSA et je regrette que le gouvernement ne propose pas de réduire aussi les cotisations salariales pour améliorer le pouvoir d'achat des salariés. Il faut mettre fin au scandale des « travailleurs pauvres ».

Le programme de François Hollande prévoit une réduction des charges de 5 milliards d'euros au profit des PME pour améliorer la compétitivité des produits industriels. C'est bien, mais pourquoi s'en tenir à l'industrie car la réduction des charges et la baisse du coût du travail qui en découle devraient aussi inciter à l'embauche de salariés dans le secteur des services où une stupide course à la productivité du travail a conduit à des suppressions massives d'emplois qui ont sérieusement dégradé la qualité des services à la population ? Pourquoi en écarter les grands groupes qui portent les couleurs de la France à travers le monde ?

Enfin, autre mesure remarquable, la taxation des transactions financières. C'est une mesure utile et nécessaire car la financiarisation de l'économie mondiale s'est faite au détriment de l'économie réelle et elle porte une responsabilité majeure dans la concentration excessive de la richesse et la crise que nous traversons depuis 2008.

La création de cette taxe constitue un premier pas car pour aller plus loin, il faudra nécessairement passer par des accords internationaux, à tout le moins européens. En revanche je m'interroge sur les modalités proposées par le gouvernement car la Commission européenne estime qu'il faut exclure du champ de cette taxe les transactions effectuées sur les valeurs mobilières pour ne pas compromettre la levée de capitaux par les entreprises.

Pour conclure, je veux rappeler deux principes :

- 1) D'une part, il est préférable de prendre des mesures propres à stimuler la croissance économique et à élargir ainsi l'assiette des recettes fiscales, plutôt que de raisonner en termes de partage de la richesse nationale, une approche fondamentalement pessimiste et malthusienne qui entraîne notre pays dans la spirale du déclin. Ce qui n'exclut pas de rechercher une plus grande justice fiscale, mais c'est un autre débat.
- 2) D'autre part il faut s'engager dans un réexamen de nos dépenses sociales qui plombent les comptes publics et obèrent nos capacités d'investissement, sans être ni toujours efficaces, ni toujours pertinentes. Notre système de protection sociale donne trop à ceux qui n'en ont pas vraiment besoin et trop peu à ceux qui en ont vraiment besoin pour les sortir de la pauvreté.

Mes chers collègues, notre pays peut retrouver la voie d'une croissance raisonnée pour permettre à chacun de trouver sa place dans la société et de s'y épanouir. Une société fondée sur le progrès économique et social et non sur des principes malthusiens.

Je voterai donc ce projet de budget qui va dans le bon sens.